

Spécial 1^{er} mai au Togo P. 6-7

Le renforcement du dialogue social pour un développement inclusif et durable au cœur de la célébration



Récépissé
N° 0149 / 14 / 03 / 01 / HAAC

Nouvelle Opinion

Prix: 250 Fcfa

Hebdomadaire togolais d'informations générales d'analyses et de publicité

N° 954 du 05 mai 2026

Diplomatie active



Faure Gnassingbé ouvre une nouvelle voie de coopération avec le Kirghizistan P.3

Télécoms

Yas Togo doublement primé par nPerf pour la qualité de ses réseaux mobile et fixe P.5



Journée mondiale de la presse

L'UIT salue la progression du Togo et réclame plus de moyens pour garantir l'indépendance des médias P.2



Stabilité et justice sociale

Employeurs et travailleurs scellent un accord majeur

Le jeudi 30 avril 2026, employeurs et travailleurs ont signé à Lomé une nouvelle Convention Collective Interprofessionnelle. L'acte clôt un processus de négociation structuré et marque l'entrée en vigueur d'un cadre modernisé tout en intégrant les impératifs de compétitivité des entreprises. Le texte prend aussi en compte des préoccupations contemporaines : renforcement du dialogue social, prévention des conflits, amélioration des conditions de travail et



pour les relations professionnelles. La nouvelle convention introduit des avancées importantes et des ajustements attendus. Elle consolide les droits fondamentaux des travailleurs pour la valorisation du capital humain. « La convention que nous signons renforce la lisibilité des règles applicables, améliore la sécurité juridique des relations de travail et contribue à un climat social plus apaisé », a déclaré



Coami Sedolo Tamegnon, président du Conseil National du Patronat du Togo. « Par cet accord, les partenaires sociaux consacrent leur engagement commun en faveur de la stabilité, de la justice sociale et de l'avenir du monde du travail du Togo. »

Satisfaction du côté des travailleurs

Les organisations de travailleurs ont salué l'aboutissement des discussions. « Nous tenons à remercier le ministre de la Fonction publique, du Travail et du Dialogue social et ses collaborateurs pour les contributions apportées tout le long du processus », a indiqué

Yati Awoula Baba, négociateur principal pour le compte des travailleurs. Il a également remercié le porte-parole des employeurs pour sa disponibilité, malgré des désaccords ponctuels durant les négociations.

Yati Awoula Baba a appelé à une application rigoureuse du nouveau texte. Il souhaite que le patronat lance une campagne de sensibilisation pour faciliter la compréhension de la convention par tous les acteurs.

Un processus bouclé en deux mois

Les négociations se sont déroulées du 30 septembre au 14 novembre 2025, sous la

supervision de la Direction générale du travail et avec l'implication active des partenaires sociaux. Le projet de convention a ensuite été transmis à la Direction générale du travail pour vérification de conformité avec les lois en vigueur. Des séances de finalisation ont permis d'aboutir à un texte consensuel, équilibré et juridiquement sécurisé.

La nouvelle Convention Collective Interprofessionnelle sera applicable à partir du jour qui suit son dépôt au Greffe du Tribunal du Travail de Lomé.

Elom

Journée mondiale de la presse

L'UJIT salue la progression du Togo et réclame plus de moyens pour garantir l'indépendance des médias

À l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, l'Union des Journalistes Indépendants du Togo a livré un message mêlant hommage, vigilance et propositions. L'organisation salue le courage des journalistes qui exercent « avec rigueur, intégrité et dévouement au service de la

artificielle. À cela s'ajoutent les difficultés économiques des médias indépendants, qui réduisent leur capacité à jouer leur rôle de contre-pouvoir. L'organisation pointe aussi la montée de l'autocensure dans le monde, estimée à plus de 60 %, nourrie par les menaces, le harcèlement numérique, les

dépasse le seul secteur médiatique. Elle est un levier de stabilité, de transparence et de développement. L'accès à une information fiable, la redevabilité et le dialogue citoyen sont essentiels pour consolider la paix, soutenir la reprise économique et garantir les droits humains. Au Togo, ces enjeux sont d'autant plus importants que la cohésion sociale et la stabilité institutionnelle dépendent en partie de la qualité et de l'indépendance de la presse.

Classement RSF 2026 : une avancée encourageante

L'UJIT salue la progression du Togo dans le classement 2026 de

Reporters sans frontières. Le pays gagne 25 places pour se hisser au 97^e rang sur 180, quittant la catégorie « difficile » pour celle des environnements « problématiques ». Une amélioration jugée encourageante, même si des efforts restent à fournir pour consolider les acquis. Pour accompagner cette dynamique, l'UJIT exhorte les autorités à renforcer le soutien au secteur, notamment en augmentant le fonds d'aide à la presse. L'objectif : donner aux médias les moyens d'accomplir leur mission d'intérêt général.

L'organisation réaffirme son engagement à défendre les journalistes victimes de pressions, à promouvoir les standards éthiques du métier et à plaider pour un cadre juridique et économique plus favorable à l'indépendance des médias. Elle entend continuer à œuvrer pour un journalisme de qualité, au service d'une société togolaise plus pacifique et démocratique.

« La plume au service de la paix est plus puissante que jamais », conclut l'UJIT, en soutien à l'ensemble des professionnels des médias.

La Rédaction

Un engagement réaffirmé



vérité » dans un contexte de plus en plus complexe. procédures judiciaires dissuasives et les contraintes financières.

La liberté de la presse, pilier de la paix

L'UJIT alerte sur les mutations qui fragilisent l'information. Le secteur est devenu « un champ de bataille » exposé aux manipulations, notamment via l'usage détourné de l'intelligence internationale « Façonner un avenir de paix », l'UJIT rappelle que la liberté de la presse



Le Champion
Supermarché

Diplomatie active

Faure Gnassingbé ouvre une nouvelle voie de coopération avec le Kirghizistan

La visite officielle du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, à Bichkek le 29 avril dernier produit déjà des effets concrets. Huit accords et mémorandums d'entente ont été signés avec le Président Sadyr Japarov, couvrant des secteurs stratégiques pour les deux pays. Objectif affiché : bâtir une coopération diversifiée, opérationnelle et durable.

Cette visite offre des facilités diplomatiques pour rapprocher Lomé et Bichkek. Elle offre un premier jalon qui est un accord d'exemption de visas pour les passeports diplomatiques, officiels et de service. La mesure simplifie les missions officielles et fluidifie les relations institutionnelles entre les deux capitales.

Numérique, culture,



investissements : le partenariat se structure

Sur le volet numérique, un mémorandum engage les deux États à accélérer la transformation digitale des administrations, renforcer la

cybersécurité et déployer des infrastructures modernes, compris la 5G.

Côté culture, l'accord prévoit la promotion des patrimoines, les échanges artistiques et l'appui aux industries créatives.

Deux protocoles d'accord économiques visent à rendre l'environnement des affaires plus attractif et à sécuriser les investissements réciproques. Une ouverture concrète pour les entrepreneurs togolais vers le marché d'Asie centrale.

Miser sur le capital humain

Dans l'enseignement supérieur, le mémorandum signé encourage la mobilité des étudiants et enseignants, la reconnaissance des diplômes et les projets de recherche conjoints.

En santé, la coopération se renforce sur la prévention des maladies non transmissibles, l'épidémiologie, les campagnes de vaccination et la formation du personnel médical. La santé s'affirme comme un axe majeur de la diplomatie togolaise.

Partager l'expertise pour nourrir les populations

Le dernier accord concerne les filières végétales, animale et halieutique. Il prévoit le partage d'expertise, l'élaboration de

politiques adaptées et le montage de projets communs au service de la sécurité alimentaire.

Des engagements assortis de mécanismes de suivi

Les deux chefs d'État ont salué la portée opérationnelle des textes signés. Chaque accord est adossé à des groupes de travail, des feuilles de route et des échéances. Loin des effets d'annonce, la démarche privilégie l'exécution et les résultats mesurables.

Le Togo élargit son espace diplomatique

Avec cette visite, Faure Essozimna Gnassingbé confirme la stratégie de souveraineté active du Togo. Après l'Union européenne, la Chine, les États-Unis et les pays du Golfe, l'Eurasie devient un nouveau partenaire. La rencontre de Bichkek positionne ainsi le Togo sur un axe inédit entre l'Afrique de l'Ouest et l'Asie centrale, avec des retombées directes pour l'économie, la jeunesse et les services publics.

Elom

Togo-Kirghizistan

Faure Gnassingbé multiplie les visites de terrain à Bichkek pour nourrir la coopération

En visite officielle au Kirghizistan, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a consacré la journée du 29 avril 2026 à une série de déplacements sur des sites institutionnels et économiques clés. Objectif : partager les expériences et poser les bases d'une coopération concrète entre Lomé et Bichkek.

Première étape au siège des douanes d'État. Faure Gnassingbé y a suivi une présentation détaillée des réformes en cours, avec un focus sur la digitalisation des procédures et l'introduction de l'intelligence artificielle. Le Président du Conseil a salué les avancées réalisées et s'est dit optimiste quant au renforcement de la collaboration dans ce

domaine.

Gouvernance, inflation et systèmes de paiement

À la Banque nationale kirghize, les échanges ont porté sur les principes de gouvernance de l'institution, la maîtrise de l'inflation, la gestion du taux de change, les systèmes de paiement et les agrégats monétaires. Les deux délégations ont exploré des pistes de coopération financière mutuellement bénéfiques.

L'expertise kirghize en documents sécurisés

Le Président du Conseil a ensuite visité l'entreprise d'État Uchkun, spécialisée dans la production de documents sécurisés tels que passeports, cartes nationales d'identité et

permis de conduire. Une expertise qui intéresse le Togo dans sa propre modernisation administrative.

Immersion au festival ethnoculturel « Salburun »

Le lendemain, Faure Gnassingbé a assisté au festival ethnoculturel « Salburun », sur la rive sud du lac Issyk-Koul. Ce rendez-vous met en lumière le patrimoine nomade et les traditions de chasse du Kirghizistan. Sa présence traduit l'intérêt du Togo pour le dialogue interculturel et la valorisation du patrimoine des peuples, dans le cadre d'une diplomatie culturelle assumée.

Une mission pour structurer le partenariat

À travers ces visites de terrain,



le Président du Conseil a pu mesurer les réformes engagées par le Kirghizistan dans des secteurs stratégiques, tout en partageant les efforts similaires menés au Togo. Cette mission illustre la volonté commune des deux pays de bâtir un partenariat structuré autour d'échanges d'expériences, de coopération

institutionnelle et de projets concrets.

Lomé et Bichkek franchissent ainsi une nouvelle étape dans la consolidation de leurs relations, au service du développement et des intérêts mutuels des deux nations.

Kodjovi

Bichkek

Faure Gnassingbé se recueille à Ata-Beyit et salue la mémoire des figures historiques du Kirghizistan

Au lendemain de son arrivée au Kirghizistan, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, s'est rendu au complexe historique national Ata-Beyit pour un moment de recueillement. En présence de plusieurs hautes personnalités kirghizes, il a déposé une gerbe au mémorial Urkun.

Ce geste s'inscrit dans la tradition diplomatique qui veut

qu'un chef de délégation rende hommage aux figures et aux événements marquants de l'histoire du pays hôte. Il traduit l'attachement du Togo aux valeurs de mémoire, de paix et de solidarité entre les peuples.

Par cet acte symbolique, Faure Gnassingbé a réaffirmé la volonté du Togo de renforcer les relations d'amitié et de coopération avec le Kirghizistan,

dans un esprit de confiance et de partenariat constructif.

Le complexe commémoratif Ata-Beyit, qui signifie « Lieu où reposent nos pères », a été inauguré le 8 juillet 2000. Il vise à préserver et transmettre la mémoire des grandes étapes de la construction de l'État-nation kirghize.

Intégré au site, le mémorial Urkun est dédié aux épisodes



tragiques de l'histoire kirghize. Il rassemble des documents, photographies et archives qui retracent notamment l'évolution

politique du pays dans les années 1920 et 1930.

Agbé

Togo / Contrôles croisés et digitalisation pour traquer les véhicules sans assurance

Environ 40% des véhicules circuleraient au Togo sans assurance automobile valide. Face à ce constat, le gouvernement veut remettre de l'ordre dans le secteur et moderniser les contrôles. Le sujet était au cœur d'une réunion de travail présidée par le ministre de la Santé, de l'Hygiène publique, de la Couverture sanitaire universelle et des Assurances, Jean-Marie Tessi.

Autour de la table, il y avait le Comité des Assureurs du Togo, le Pool d'assurance TPV motos, la Direction de la sécurité routière et des représentants du système Carte brune de la Cédéao. Les discussions ont porté sur les effets d'un taux de couverture aussi faible. Sans assurance, les victimes d'accidents peinent à être indemnisées. Pour les compagnies, c'est moins de

ressources à mobiliser. Et comme l'assurance auto est souvent la porte d'entrée vers d'autres produits, tout le marché de l'assurance en pâtit.

Contrôles croisés et digitalisation

Pour renverser la tendance, les autorités préparent un dispositif de contrôles croisés. L'idée : vérifier l'assurance en même temps que la taxe sur les véhicules à moteur et les visites techniques. On s'appuie ainsi sur des démarches déjà obligatoires pour les usagers.

Autre levier : la digitalisation. Avec l'appui du système Carte brune Cédéao, le Togo veut améliorer la traçabilité des contrats, limiter la fraude documentaire et rendre les vérifications plus rapides sur le terrain.



Moderniser le secteur et élargir l'inclusion

Au-delà de la simple conformité, l'objectif est de moderniser le secteur des assurances et de renforcer

l'inclusion assurantielle. Un marché mieux régulé doit permettre de mieux protéger les usagers et de donner aux assureurs les moyens de se développer.

Le gouvernement compte sur

l'adhésion des acteurs et des automobilistes pour faire baisser le taux de véhicules non assurés et sécuriser l'ensemble de la chaîne.

Dieudonné

CEDEAO

À Lomé, les experts valident le plan d'action de la stratégie maritime intégrée

Du 21 au 24 avril, la capitale togolaise a accueilli une réunion stratégique de la Commission de la Cédéao, organisée par la Direction maintien de la paix et sécurité régionale. Les experts gouvernementaux des États membres étaient réunis pour examiner et enrichir le projet de plan d'action de la Stratégie maritime intégrée de la Cédéao, la Smic. L'ouverture des travaux a été présidée par Kokou Edem Tengue, ministre délégué chargé de l'Économie maritime.

L'objectif de la session est de doter l'Afrique de l'Ouest d'une feuille de route opérationnelle

face aux multiples défis du domaine maritime. Pour le ministre délégué, « la mer est un espace de responsabilité partagée qui impose une vision collective de coopération ». La validation du plan d'action est une étape clé pour assurer une mise en œuvre coordonnée des politiques de sécurité maritime, conformément au mandat de la Commission.

Surveillance, protection et coordination régionale

Les experts réunis à Lomé devaient apporter des contributions concrètes pour



rendre la stratégie plus efficace et réaliste. Les débats ont porté sur les mécanismes de surveillance et de protection des eaux territoriales face aux menaces : piraterie, pêche illicite, trafics, pollution. En renforçant la coordination entre États membres, la Cédéao veut sécuriser ses ressources

halieutiques et ses routes commerciales, conditions d'une croissance durable.

Le Togo, moteur de la diplomatie maritime

En abritant ces travaux, le Togo confirme son rôle moteur dans la diplomatie maritime régionale. Cette initiative s'aligne

sur la politique gouvernementale de promotion de l'économie bleue. Les conclusions de Lomé doivent servir de socle pour traduire les ambitions maritimes de la Cédéao en actions concrètes, au bénéfice des populations de la sous-région.

Moudjib

Togo : La CNDH lance une cellule « Budget vert » pour intégrer le climat aux droits humains

La Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) franchit un nouveau cap dans la protection de l'environnement. L'institution vient d'installer une cellule « Budget vert » chargée d'intégrer les enjeux climatiques dans l'ensemble de ses activités. L'initiative entend donner corps au droit à un environnement sain, consacré comme droit fondamental.

Avec ce dispositif, la CNDH introduit un filtre

environnemental obligatoire. Chaque programme devra désormais intégrer les questions liées au climat et à la protection des ressources naturelles avant d'être validé. L'objectif est de s'assurer que les actions de la commission prennent systématiquement en compte l'impact écologique.

« Le budget vert est l'outil qui va porter la politique environnementale de la Commission », a déclaré Kwao



Ohini Sanvee, président de la CNDH. La cellule devient ainsi le

levier central de la stratégie environnementale de l'institution.

Alignement sur les ODD et la stratégie nationale

La démarche s'inscrit aussi dans le cadre des Objectifs de développement durable. La lutte contre les changements climatiques et la préservation de la biodiversité font partie des axes prioritaires visés.

Cette initiative appuie par ailleurs la stratégie nationale en

matière d'environnement. Elle s'aligne sur la dynamique lancée par les pouvoirs publics, qui ont déjà introduit le principe du budget vert dans plusieurs départements ministériels. En créant cette cellule, la CNDH renforce le lien entre droits humains et climat, et se dote d'un outil concret pour faire du droit à un environnement sain une réalité opérationnelle.

Dieudonné



Dagan Connectée 2026

Yas Togo étend son programme à 4 régions pour former 150 femmes au digital

Yas Togo passe à la vitesse supérieure pour l'autonomisation des femmes. L'opérateur a lancé officiellement l'édition 2026 de Dagan Connectée le 16 avril dernier, lors d'une cérémonie tenue dans son agence de Kara. Le programme vise à renforcer l'inclusion numérique et financière des femmes micro-entrepreneures à travers le pays. Cette année, Dagan Connectée monte en puissance avec un déploiement dans quatre

Plus qu'une formation, un levier de transformation

Dagan Connectée se veut un catalyseur de transformation sociale et économique. L'objectif : révéler le potentiel entrepreneurial des participantes en leur donnant les compétences techniques, les outils adaptés et la confiance pour évoluer dans un écosystème digitalisé. Pour Yas Togo, investir dans les femmes, c'est miser sur une croissance inclusive, innovante et résiliente.

potentiel et les besoins des candidates. Les bénéficiaires suivront ensuite des ateliers pratiques intensifs en marketing digital, leadership et gestion commerciale. Un mentorat personnalisé viendra consolider la mise en œuvre des acquis sur le terrain.

Au programme : maîtrise des

l'autonomie économique. L'offre Yas Business complète le dispositif avec des solutions adaptées aux besoins des entrepreneures.

Yas Togo confirme son engagement pour l'inclusion digitale

À travers Dagan Connectée,

Yas Togo.

Filiale du groupe panafricain AXIAN Telecom, présent dans une dizaine de pays avec plus de 44 millions de clients, Yas Togo s'appuie sur une expertise solide et une vision tournée vers l'impact social. En accompagnant les femmes micro-entrepreneures dans leur



zones : Kara, Sokodé, Blitta et le Grand-Lomé. En ciblant des territoires à fort potentiel économique, Yas Togo veut rapprocher les outils digitaux des femmes entrepreneures et réduire les inégalités d'accès à la numérique.

150 femmes, un parcours immersif et concret

L'édition 2026 accompagnera 150 micro-entrepreneures. Le dispositif prévoit un appel à candidatures par zone pour assurer une inclusion territoriale, puis une sélection basée sur le



outils numériques, utilisation d'internet, création de contenus digitaux et exploitation stratégique des réseaux sociaux. Un accent fort est mis sur l'adoption des solutions de Mobile Money, notamment Mixx Togo, pour sécuriser les transactions, améliorer la gestion financière et renforcer

Yas Togo réaffirme son rôle d'acteur clé de la transformation digitale au Togo. « Cette édition 2026 traduit une ambition renforcée d'impacter durablement les territoires et de faire du digital un levier puissant de performance et de croissance », a souligné Pierre-Antoine Legagneur, Directeur Général de

transition numérique, Dagan Connectée s'impose comme un programme structurant, à la croisée de l'innovation technologique et du développement inclusif, pour une économie togolaise plus équitable et tournée vers l'avenir.

Elom

Télécoms

Yas Togo doublement primé par nPerf pour la qualité de ses réseaux mobile et fixe

Yas Togo confirme son leadership technologique dans la sous-région. L'opérateur a reçu le dimanche 03 mai dernier, la visite officielle du comité de nPerf, référence internationale dans la mesure des performances télécoms, qui

mobile et le fixe au Togo et dans la zone UEMOA. nPerf salue ainsi la fiabilité des infrastructures de l'opérateur et la qualité de l'expérience internet offerte aux abonnés. Les tests indépendants menés par l'organisme placent Yas Togo

connecter durablement chaque Togolais à un monde d'opportunités », lie cette reconnaissance à sa politique d'investissements technologiques et d'optimisation continue du réseau. L'objectif affiché : réduire la fracture numérique, renforcer l'inclusion digitale et améliorer l'expérience client sur l'ensemble du territoire.

équipes pour répondre aux exigences croissantes de nos clients », a déclaré le Directeur Général de l'entreprise.

Cap sur l'amélioration continue

La visite du comité nPerf a aussi été l'occasion d'échanger sur les perspectives d'évolution du réseau, dans un contexte d'accélération des usages



lui a décerné deux trophées majeurs : « Meilleure performance réseau mobile » et « Meilleure performance réseau fixe ».

Avec ces distinctions, Yas Togo devient le premier opérateur primé à la fois sur le

en tête sur les critères de débit, de latence et de stabilité de connexion.

Des investissements au service de l'inclusion numérique

L'opérateur, qui dit vouloir «

Crédibilité régionale renforcée

Pour Yas Togo, cette double récompense conforte son positionnement comme acteur de référence en Afrique de l'Ouest. « Ces distinctions constituent une reconnaissance tangible de notre engagement quotidien à offrir une qualité de service irréprochable. Elles illustrent la mobilisation constante de nos

numériques. Yas Togo réaffirme sa volonté de maintenir son avance en plaçant l'innovation, la qualité de service et la satisfaction client au cœur de sa stratégie.

Avec ce doublé, l'opérateur entend consolider durablement son leadership technologique au Togo et dans l'UEMOA.

Nouvelle Opinion

Nouvelle Opinion

Récépissé
N° 0149 /14/ 03/ 01/ HAAC
Siège: Agbalépédogan

Directeur de publication:

El Hadj TCHAGNAO
Arimiyao
Cel: 91 36 37 55

Secrétariat de la Rédaction:

Agbékponou Junior

Rédacteurs:

Tchagnao El Hadj Arimiyao
Agbékponou Junior
Ramzad
Maroine Tchagnao
Stanislas

Mise en page

Benjamin Tchabi

Imprimerie

Yanidel print,
Tokoin Doumasséssé

Tirage:

2000 exemplaires

Spécial 1er mai au Togo

Le renforcement du dialogue social pour un développement inclusif et durable au cœur de la célébration

Le Togo a célébré le vendredi 1er mai la Journée internationale des travailleurs dans une atmosphère à la fois festive et revendicative, de Lomé aux régions du nord. Dans la capitale, la Coordination des centrales syndicales du Togo et la Synergie des travailleurs du Togo ont mené un défilé dans les principales artères avant de remettre leur cahier de doléances au gouvernement. Les syndicats ont insisté sur la mise en conformité du code du travail avec les normes internationales, le rétablissement d'un dialogue social effectif et la reconnaissance des syndicats comme organisations d'utilité publique. La prise en compte des acteurs de l'économie informelle, exclus de la protection sociale, a aussi figuré en bonne place. Le patronat et le gouvernement ont réaffirmé leur volonté de travailler à des solutions concrètes pour améliorer les conditions de travail et sécuriser l'environnement professionnel.

Ambiance festive et revendicative le vendredi 1er mai dernier à Lomé pour la Journée internationale des travailleurs. À l'issue d'un grand défilé dans les artères de la capitale, la Coordination des Centrales



Syndicales du Togo (CCST) et la Synergie des Travailleurs du Togo (STT) ont remis leur cahier de doléances au gouvernement.

La cérémonie officielle, présidée par Stanislas Bamouni Baba, secrétaire général, a réuni plusieurs membres du gouvernement, des représentants du patronat dont la Chambre de commerce et d'industrie du Togo, et de nombreux travailleurs.

Pour Senouvo Vissikou, secrétaire général de l'Union Nationale des Syndicats Indépendants du Togo (UNSI), la présentation des doléances est loin d'être un exercice formel. « C'est une tribune essentielle pour faire entendre les réalités difficiles que vivent les travailleurs, au travail comme dans leurs foyers », a-t-il souligné.

Les principales revendications

Les organisations syndicales demandent d'abord la mise en conformité de la législation nationale du travail avec les normes internationales, notamment sur les droits et libertés fondamentales. Elles réclament aussi le rétablissement d'un dialogue social effectif et la reconnaissance des syndicats

comme organisations d'utilité publique, avec des moyens à la hauteur de leurs missions.

Autre point clé : la protection des acteurs de l'économie informelle, encore largement exclus des dispositifs de sécurité sociale. « Nous espérons que ces doléances feront l'objet non seulement de réponses, mais surtout d'actions concrètes et mesurables », a insisté M. Vissikou.

Le patronat s'engage à collaborer

En réponse, Coami Sedolo Laurent Tamegnon, président du Conseil national du patronat du Togo, a assuré que les attentes des travailleurs ont été entendues. Il a réaffirmé la volonté du patronat de travailler avec le gouvernement et les partenaires sociaux pour des solutions équilibrées et durables. Au menu : renforcement du dialogue social, amélioration progressive des conditions de travail, soutien à l'entrepreneuriat et à l'investissement, et promotion d'un environnement professionnel respectueux des droits humains.

Le gouvernement rappelle l'enjeu du travail décent

Au nom du gouvernement, Stanislas Bamouni Baba a salué l'engagement des travailleurs et des employeurs pour le développement du pays. « Le travail dépasse la simple dimension économique : il est au cœur de la dignité humaine, de l'intégration sociale et de la stabilité économique », a-t-il rappelé. Il a réaffirmé la détermination de l'exécutif à promouvoir un environnement de travail décent, équitable et sécurisé pour tous.

Tout comme à Lomé, les cérémonies ont suivi le même schéma dans les autres préfectures du pays : défilés des travailleurs, discours des représentants syndicaux et échanges avec les autorités locales. Partout, les messages ont convergé autour de trois axes : la défense du pouvoir d'achat face à la vie chère, l'amélioration des conditions de sécurité au travail, et le soutien à l'emploi des jeunes et des femmes. Les autorités préfectorales ont saisi l'occasion pour rappeler l'importance du dialogue entre employeurs et employés au niveau local.

Le travail comme levier de développement

Qu'il s'agisse de Lomé ou des villes de l'intérieur, le discours officiel a mis l'accent sur la valeur du travail comme pilier de la dignité humaine, de la cohésion sociale et de la stabilité économique. Le gouvernement a

réitéré son engagement à promouvoir un travail décent et équitable sur l'ensemble du territoire.

Une célébration tournée vers

Le 1er mai 2026 dans les ministères, institutions et entreprises du pays

Au-delà des grands défilés officiels, la Fête du travail a été marquée sur tout le territoire par des célébrations dans les ministères, institutions publiques et entreprises privées.

Dans les ministères et institutions publiques

Les administrations centrales et déconcentrées ont organisé

l'action

Si la fête a conservé son caractère festif, elle s'est surtout distinguée cette année par la volonté affichée des différents acteurs de transformer les

revendications en actions mesurables. Le renforcement du dialogue social et l'inclusion des travailleurs du secteur informel s'imposent comme les priorités communes pour 2026.

des cérémonies sobres, souvent présidées par les ministres ou directeurs généraux. Après la montée des couleurs et l'hymne national, les directeurs ont salué l'engagement des agents publics. Les syndicats de base ont profité de l'occasion pour rappeler leurs revendications sectorielles : amélioration des conditions de travail, renforcement des moyens

matériels, primes de rendement et accélération des avancements. Dans plusieurs ministères, des attestations de mérite ont été remises aux agents distingués pour leur assiduité et leur professionnalisme. Des repas communautaires ont clôturé la journée, renforçant la cohésion entre cadres et agents.

Ministère des Finances et du Budget : Le SYNPESEFIT obtient le feu vert pour 3 projets sociaux

Ministère des Finances et du Budget : Le SYNPESEFIT obtient le feu vert pour 3 projets sociaux

Sous l'autorité du ministre Essowé Georges BARCOLA, représenté par sa Directrice de

bulletin de solde.

Mme AFIDENYIGBA a annoncé l'accord de principe du ministre BARCOLA pour trois projets : crèche, infirmerie et cantine du CASEF, avec priorité à la



Cabinet, Akou Mawoussé ADETOU AFIDENYIGBA, le SYNPESEFIT en a profité pour plaider pour un syndicalisme de proximité et des réformes inclusives.

Le Secrétaire Général du SYNPESEFIT, DONKO Tinin, a rappelé que « derrière chaque chiffre de croissance, il y a un être humain ». Le syndicat a soumis quatre propositions : réhabilitation des cantines, réouverture de la pharmacie du ministère, création d'une crèche au CASEF et mise en place d'une plateforme de réparation des véhicules administratifs. À cela s'ajoute l'intégration de l'indemnité de transport dans le

réhabilitation de l'infirmerie et de la cantine. Un comité de réflexion sera mis en place pour proposer



des modalités de mise en œuvre.

La Directrice de Cabinet a salué les agents, « force du département et fierté de la nation ». Elle a exhorté à plus d'abnégation, de culture du résultat et de sens des

responsabilités. Face aux tensions géopolitiques et au durcissement des conditions financières, elle a appelé à rationaliser les dépenses de fonctionnement pour dégager des marges en faveur des investissements structurants et des dépenses sociales.

À son tour, le SYNPESEFIT a salué des avancées comme le protocole de la Cité Ministérielle signé le 17 décembre 2025 ou la remise en marche de l'ascenseur du CASEF, il alerte sur des réformes restées « lettre morte » et réclame une réorganisation « totale, transparente et inclusive ». Le syndicat veut faire du 1er Mai le point de départ d'un nouveau

pacte social où « la rentabilité ne se fait plus au détriment de la dignité ». La cérémonie s'est achevée par la remise de diplômes à des retraités du ministère, en reconnaissance des services rendus.

Dans les institutions de la République

À la Présidence du Conseil, à l'Assemblée nationale, à la Cour constitutionnelle, à la CNDH ou encore à la HAAC, la journée a donné lieu à des rencontres d'échanges entre présidents d'institution et personnel. L'accent a été mis sur le service public et la contribution de chaque agent à la performance institutionnelle. À la CNDH, la récente mise en place de la cellule « Budget vert » a été présentée comme un exemple d'innovation interne au service du travail décent.

Présidence du Conseil : Hommage aux travailleurs et célébration du mérite

À la Présidence du Conseil, le 1er mai s'est transformée en hommage appuyé aux agents de l'institution, avec un focus sur ceux qui ont fait valoir leurs droits à la retraite en 2025.

Le Temps fort de la célébration a été la remise des trophées de reconnaissance aux agents admis à la retraite au titre de l'année 2025. Ces distinctions saluent des carrières entières consacrées au service de l'État et à la marche de la première institution du pays.

Dans son mot de remerciement, le porte-parole des retraités a exprimé sa gratitude envers l'institution et le



Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé. « Servir au sein de la plus haute institution du pays fut une source édifiante au quotidien. Nous quittons ces lieux avec le sentiment du devoir accompli, et

nous exhortons nos successeurs à faire de la Présidence du Conseil une référence du travail bien fait », a-t-il déclaré.

Présidant la cérémonie au nom du Président du Conseil, Sandra Ablamba Johnson, Ministre, Secrétaire Général de la Présidence du Conseil, a délivré un message fort. Elle a rappelé que le capital humain reste la clé de voûte de la stratégie de développement national, en lien avec le triptyque de la Vème République : Protéger, Rassembler, Transformer.

S'adressant aux retraités, elle

Suite à la page 7

a précisé que cette cérémonie n'est pas un adieu, mais l'ouverture d'un nouveau chapitre pour une retraite paisible, après de longues années de dévouement et de sacrifices.

conditions de vie des travailleurs. Le représentant du personnel a salué les réformes sociales engagées, citant l'effectivité de l'Assurance Maladie Universelle et les

avantages sociaux.

La cérémonie s'est achevée dans une ambiance fraternelle. Les trophées remis aux anciens ont servi de repère et de source d'inspiration pour les nouvelles

performance de l'ensemble du personnel, soulignant que le conseil d'administration avait été « émerveillé » lors de sa dernière réunion. Il a demandé au Directrice générale, Mme Ingrid

progrès dans tous les secteurs, malgré une situation sous-régionale marquée par le djihadisme, le terrorisme et l'insécurité. Il a rendu grâce pour la paix et la quiétude dont



Au personnel en exercice, elle a demandé patriotisme, responsabilité, ponctualité et assiduité, présentés comme des leviers de progrès. Elle a également rassuré sur la volonté constante du Président du Conseil d'améliorer les

programmes de transferts monétaires en faveur des plus vulnérables. Il a réaffirmé l'engagement des agents à rester la « cheville ouvrière » de la vision présidentielle, tout en souhaitant que ces efforts se traduisent par de nouveaux

générations d'agents.

À la Présidence du Conseil, le 1er mai 2026 a ainsi confirmé que le travail, accompli avec rigueur et dévouement, demeure un instrument de dignité et un moteur de la construction d'un Togo prospère.



Awadé, de transmettre les encouragements et les appréciations du conseil à tous les agents pour le « travail formidable » accompli au quotidien. Il s'est aussi félicité de l'élargissement du périmètre de la CNSS avec l'opérationnalisation de l'Assurance Maladie Universelle, qui impacte directement le vécu des citoyens, des familles et des ménages.

bénéficie le pays, sur les lieux de travail comme dans les foyers, sous la houlette du Président du Conseil. Il a conclu en rappelant les priorités stratégiques définies par ce dernier : protéger, rassembler et transformer le pays, en appelant chaque citoyen à se mobiliser pour accompagner cette vision.

Pour couronner cette journée, la CNSS a une de plus rappeler le rôle central de la protection sociale dans la cohésion du pays et la place qu'occupent ses agents dans la mise en œuvre de cette mission au quotidien.

L'Assemblée nationale salue le rôle clé de son personnel administratif

Au siège de l'institution, le personnel administratif de l'Assemblée nationale a célébré cette journée en présence de l'honorable Ayao Dzreke, 4^e Vice-président, représentant le Président Komi Selom Klassou, et des membres du Bureau.

l'honorable Dzreke, le personnel administratif a été qualifié de « mains invisibles et indispensables » du travail législatif. Si les lois se votent dans l'hémicycle, elles se préparent aussi dans les bureaux grâce à l'action discrète des agents.

parlementaire performante, moderne et au service de la qualité du travail législatif.

Dans les entreprises privées et étatique

Du côté du secteur privé, banques, industries, sociétés de télécoms comme Yas Togo, et PME ont célébré également ce 1er mai avec leurs salariés. Au programme : allocutions des directeurs généraux, échanges directs avec les délégués du

Progrès du Togo malgré le contexte sous-régional

Le ministre a rappelé que le Togo continue d'enregistrer des

Secteur bancaire : Les syndicats s'attaquent au travail des intérimaires au Togo

Les syndicats du secteur bancaire et assurantiel ont marqué la Journée internationale du Travail par un défilé et des revendications ciblées. Une dizaine d'institutions affiliées au SYN BANK et au SYN ASSUR ont défilé d'Assivito au siège de BIA-Togo, en passant par plusieurs artères de Lomé.

Placée sous le thème « Dialogue social et travail, des facteurs de paix, de cohésion nationale et de développement », la célébration a mis en lumière les défis du secteur.

Le travail des intérimaires pointé du doigt

Le secrétaire général du SYN BANK, Awoula Yati Baba, a dénoncé un « conflit d'intérêts » : des dirigeants et



Les défis du secteur

Pour l'APBEF-Togo, Guy-martial Awona a rappelé les enjeux : inflation liée aux cours mondiaux, cybercriminalité et financement de l'économie.

La mobilisation du 1er mai 2026 a ainsi permis aux syndicats de réaffirmer leurs revendications sociales et d'appeler à un dialogue renforcé dans le secteur financier togolais.



Reconnaissance du travail parlementaire

Le Secrétaire général, Efoe Mawunyigan Kini, a salué l'engagement quotidien des agents, tout en rappelant que le travail est « une nécessité, une dignité et une force » pour bâtir la nation. Il a appelé à renforcer l'esprit d'équipe, la solidarité et la rigueur professionnelle, soulignant que chaque collaborateur contribue à la performance de l'institution.

Hommage aux « mains invisibles » du législatif

Dans le message du Président de l'Assemblée nationale lu par

Cap sur la modernisation
Au nom du Président il a réaffirmé sa volonté de poursuivre la modernisation de l'administration : meilleure



organisation, valorisation du capital humain et renforcement des compétences. Il a fait savoir que les préoccupations du personnel seront prises en compte, avec des réflexions engagées sur l'optimisation administrative et la gestion stratégique des ressources humaines.

La cérémonie s'est achevée dans une ambiance fraternelle, renouvelant l'engagement collectif pour une administration

personnel, et remise de prix aux meilleurs employés. Plusieurs entreprises ont saisi l'occasion pour annoncer des mesures sociales : revalorisation de primes, extension de l'assurance santé, ou programmes de formation interne. Dans les zones industrielles de Lomé et de Kara, des matchs de football inter-services et des activités récréatives ont rythmé la journée, favorisant l'esprit d'équipe.

La CNSS rend hommage aux travailleurs togolais et salue l'engagement de son personnel

À l'occasion de la Journée internationale du Travail, la Caisse Nationale de Sécurité Sociale a adressé un message d'hommage à l'ensemble des travailleuses et travailleurs du Togo, qui contribuent chaque jour au développement du pays.

La CNSS a saisi cette journée pour saluer plus particulièrement le professionnalisme et le sens du service de ses propres équipes. De l'accueil des assurés au traitement des dossiers, en passant par l'accompagnement des bénéficiaires, la gestion des prestations et le suivi quotidien des missions de protection sociale, leur travail est jugé essentiel au bon fonctionnement



de l'institution. « Souvent discret, parfois exigeant », souligne la Caisse, le travail des agents participe directement à garantir les droits des assurés, à soutenir les familles, à accompagner les employeurs et à renforcer la solidarité nationale.

Lors de la célébration du 1er mai à la CNSS, le ministre Gilbert

Bawara, président du conseil d'administration de la Caisse, a tout d'abord rendu un hommage au personnel de la boîte et salué le progrès du Togo malgré le contexte sous-régional.

Hommage au personnel de la CNSS

Il a salué le niveau d'engagement, de rigueur et de

administrateurs posséderaient des sociétés qui recrutent des intérimaires placés ensuite dans les banques et assurances. Les syndicats demandent la révision de cette pratique. Ils réclament aussi la création d'un fonds commun pour la formation des employés et le respect des bases légales de cotisation à l'Assurance Maladie Universelle.

Solidarité avec les licenciés

Le SYN BANK et le SYN ASSUR ont exprimé leur soutien aux employés licenciés, notamment les 42 agents de Sunu Bank. Le SG du SYN ASSUR, Rico Mabudu, a appelé à « la réparation des préjudices subis » et à un règlement « juste et durable » de leur situation.

Pour cette année 2026, le 1er mai a donc dépassé le cadre des places publiques pour s'ancrer dans le quotidien des administrations et des entreprises, transformant chaque lieu de travail en espace de dialogue et de reconnaissance. À travers cette célébration, l'ensemble des acteurs du monde du travail ont réitéré leur volonté commune de renforcer le dialogue social pour un développement inclusif et durable au Togo. La célébration a ainsi confirmé que cette date, reste au Togo un moment clé de concertation entre travailleurs, employeurs et pouvoirs publics, au service d'un développement inclusif.

Elom



Citoyens togolais,

Conducteurs de poids lourds,

Les infrastructures routières sont un patrimoine commun que nous avons le devoir de protéger.

Les camions en surcharge détruisent précocement les routes.

Eviter les chargements hors norme, c'est garantir la longévité de la route, c'est préserver le bon état du réseau routier et de votre engin ; c'est aussi, renforcer la sécurité des biens et des personnes.

Ensemble, combattons le phénomène de la surcharge sur nos routes.

Message de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER)